

Mémoire présenté dans le cadre des audiences publiques sur l'avenir du français.  
Par Maxime Pedneaud-Jobin, citoyen (max.p.j@cyberus.ca).

Malgré ma joie de voir se tenir les états généraux, je tiens à commencer mon exposé en déplorant que le gouvernement ne leur ait pas donné le mandat d'évaluer également la situation de la langue anglaise au Québec. Il serait plus sain que le débat linguistique soit basé sur des faits reconnus par tous. Je crois notamment que la menace que sentent peser sur eux les anglophones est plus émotive ou politique que réelle et linguistique. Vos travaux auraient pu jeter de la lumière là-dessus. Mais si je suis ici aujourd'hui ce n'est pas pour vous parler de cela, mais plutôt de la qualité de la langue ou plus exactement, de la pauvreté de la langue française utilisée chez nous.

La qualité de la langue utilisée dans l'Outaouais est faible. Parfois très faible. On peut expliquer la chose de plusieurs façons : la proximité de l'Ontario, une province où le français est encore plus maltraité qu'ici ; le fait que nous valorisons le bilinguisme individuel approximatif plus que la parfaite maîtrise d'une langue, quelle qu'elle soit. Notre histoire aussi explique nos faiblesses en français. Avant la Révolution tranquille, nous le savons, les Québécoises et les Québécois étaient des porteurs d'eau. Par la suite, ce fut la grande aventure de la Révolution tranquille. Pas en Outaouais. Quand le Québec a commencé à se libérer, au lieu de s'affranchir, l'Outaouais a plutôt changé de maître. Surclassant les grands industriels anglophones, la plus importante entreprise canadienne a pris le contrôle de la région avec autant de fermeté que ses prédécesseurs : c'était l'arrivée du gouvernement fédéral. Sur le plan linguistique, le changement était à peine perceptible. Si l'appareil fédéral est encore très anglophone aujourd'hui, à l'époque il n'était que ça. La haute fonction publique étant virtuellement interdite aux francophones, de porteurs d'eau des industriels, ils sont devenus portiers des fédéraux, des portiers bilingues, évidemment. Ce cheminement a empêché la région de se définir une identité claire, tout en nous éloignant de la langue française.

Aujourd'hui, en Outaouais, on valorise encore l'anglais tout en se moquant du français correct. L'anglais est la marque de tout ce qui est « cool », par exemple, les prénoms : « Norm, Bob, Reg, Bert, etc. ». Un gars qu'on appellerait « bedaine Charrette » à Montréal devient « Fatty Charrette » ici. On se rappellera la campagne de publicité buckinoise « Je construis mon home à Buckingham ». Elle avait eu un succès fou. Récemment, à CHOT-TVA, l'entreprise Jeans Jeans + de Gatineau faisait une annonce où on demandait à des jeunes où ils achetaient leurs jeans « drette icitte! » répondaient-ils. Lors de la rentrée de septembre, la librairie Réflexion faisait sa part pour améliorer la qualité de la langue et on pouvait entendre dans sa réclame une personne faire la liste de ses achats : papier, check, crayon, check, cartable check. Check indiquait évidemment que l'achat avait été fait. Sur le répondeur du Bureau en gros de Gatineau on indique toujours que le magasin est situé sur le boulevard Greber (prononcer à l'anglaise) en face du Gatineau Mall. Dans une annonce publicitaire que nous avons entendu pendant presque deux mois à CIMF Rock détente, le concessionnaire Carrefour Nissan, du boulevard St-Joseph à Hull nous annonçait qu'une de leurs voitures saurait « définitivement nous plaire ». À la station, on m'a expliqué qu'il était bien dommage qu'un anglicisme se soit glissé dans l'annonce mais qu'il n'y avait rien à faire. Deux mois plus tard, la même annonce, sans correction, revenait sur les ondes.

Même nos médias d'information acceptent les anglicismes avec juste assez de professionnalisme pour ajouter « comme on dit » avant de les prononcer. Pour vous en convaincre, je vous invite à écouter CJRC à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit ou à lire à peu près n'importe quel journal de la région. Même à Radio-Canada, nous n'avons pas la qualité linguistique à laquelle nous pourrions nous attendre. J'ai ici un petit exemple de la négligence qui règne dans la région. (Première page du Droit, 17 novembre 2000) Si le Droit, un journal sérieux qui se veut de qualité, peut se permettre, de temps à autre, une première page de ce type, imaginez le contenu des médias moins sérieux.

Les exemples de la piètre qualité du français et du peu d'importance qu'on lui accorde sont légion. Les solutions ne sont pas toujours faciles à trouver, mais elles existent.

Que faire pour le français ? J'ai trois propositions.

**Premièrement**, il nous faut rejeter avec force la recommandation du parti Libéral de débiter l'enseignement de l'anglais en première année. Dans le Devoir du 28 septembre, l'éminent linguiste Claude Hagège, un Européen fervent défenseur du multilinguisme et fervent défenseur de l'enseignement d'une langue seconde *le plus tôt possible*, affirme qu'au Québec « L'enseignement obligatoire de l'anglais en première année serait une catastrophe totale. Si le Québec devait suivre cette proposition, je prédis la disparition du français, même si je ne peux dire dans quel délai ». Son scénario est dramatique, mais il est juste dans la mesure où une telle décision frapperait la jeunesse. Évidemment, les députés libéraux de l'Outaouais ont tous appuyé la résolution de leur parti. Nonobstant le fait qu'eux mêmes ne soient pas des exemples à suivre dans leurs communications avec les citoyens, ils auraient dû aller faire un tour dans nos écoles pour y entendre nos « kids » s'amuser dans un français très très approximatif. D'une part, en enseignant l'anglais trop tôt, on met le français en péril. D'autre part, nous ne mettons aucunement en danger le bilinguisme futur de nos jeunes en leur enseignant l'anglais un peu plus tard. En effet, l'anglais est omniprésent au Québec et, comme on dit, « le français ça s'apprend, l'anglais, ça s'attrape ».

**Deuxièmement**, je crois profondément qu'en valorisant l'usage d'une langue de qualité, nous aiderons la langue française à faire des gains dans tous les domaines. En théorie, dans nos écoles, la réforme de l'éducation devrait y voir. Mais nous pouvons faire plus.

On retrouve presque inmanquablement, dans chaque école, un passionné de la langue ou, à tout le moins, quelqu'un qui s'y intéresse plus que les autres. Il faut l'utiliser. Nous pourrions, par exemple, nommer, dans toutes les écoles primaires et secondaires, une personne (professeur ou parent) responsable de la qualité des communications. Elle pourrait être reliée par des moyens comme le courrier électronique à l'Office de la langue française. Elle recevrait les avis de l'OLF, pourrait publier leurs chroniques linguistiques, poser des questions à l'organisme, répondre à celles de ses collègues, etc.

Pour les universités et les cégeps, nous pourrions prendre comme modèle de la direction de la qualité de l'information des HEC. Chroniques linguistiques, services conseils, cours de langue, chien de garde, l'équipe de Marie-Èva de Villers y fait un travail fantastique qui, s'il était imité dans toutes les universités du Québec, aurait, à moyen terme, un impact extraordinaire sur la qualité du français, de l'anglais et de l'espagnol parlés et écrits au Québec. En effet, le travail de la direction de la qualité des communications couvre les trois langues. Vous me direz que le gouvernement ne peut pas s'immiscer dans les activités quotidiennes des universités, je répondrai que la langue est assez importante pour qu'il le fasse, notamment dans le cadre des contrats de performance.

Pour améliorer leurs propres communications, bien des ministères québécois pourraient s'inspirer de la direction de la qualité de l'information des HEC. Le gouvernement devrait aussi obliger les municipalités à se donner pareil outil, surtout les nouvelles agglomérations de Québec, Montréal et de l'Outaouais.

**Ma troisième** proposition peut sembler naïve, mais je crois qu'elle pourrait donner de bons résultats. L'OLF devrait avoir une petite équipe, branchée sur les médias, qui enverrait des mémos aux journalistes qui font des erreurs de français. Ce sont souvent les mêmes erreurs qui reviennent constamment. Les journalistes veulent faire du bon travail et je suis certain qu'ils seraient heureux de recevoir des commentaires sérieux sur cet aspect de leur travail. Le Québec est petit, le nombre de journalistes limité, leur impact immense. Pourquoi ne pas les rejoindre directement? Un ou deux employés pourraient avoir un impact énorme. Ce serait de l'argent bien placé.

Conclusion

Une des façons les plus sûres d'assassiner une langue c'est de lui manquer de respect. Qui voudra adopter quelque chose que tout le monde néglige? La priorité du gouvernement et celle de l'OLF devrait être la promotion de la qualité de la langue. En Outaouais, ce combat aurait un impact extrêmement positif, de l'école primaire jusqu'aux médias. Merci.